

APPEL À PROPOSITIONS



LATIN
AMERICAN
STUDIES
ASSOCIATION

LASA2023

América Latina y el Caribe: Pensar, Representar y Luchar por los Derechos

VANCOUVER, CANADA • DU 24 AU 27 MAI 2023

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le débat autour de la démocratie s'est diffusé dans les sphères de la production de connaissances malgré l'éloignement géographique et/ou la divergence des perspectives théorico-méthodologiques et des positionnements idéologiques. D'un côté, l'analyse s'est concentrée sur la performance des institutions politiques, notamment au sein de la démocratie électorale. De l'autre, la pensée critique a choisi de dénoncer les failles du système représentatif libéral telles que les inégalités sociales persistantes, la hiérarchie raciale, les relations internationales asymétriques et/ou l'héritage épistémologique colonial; les déplacements humains, la corruption, la violence et le populisme étant généralement des problématiques subsumées sous les positionnements idéologiques.

La révolution technologique, la démultiplication des pouvoirs et des intérêts planétaires, l'essor de la Chine en tant que grande puissance et le durcissement des inégalités ont changé le monde de manière précipitée. Les systèmes conceptuels, méthodologiques et institutionnels qui nous guidaient encore il y a quelques décennies, ont montré leurs limites et nous empêchent d'avoir une pleine compréhension des événements et d'imaginer des solutions. L'optimisme démocratique du dernier quart du XXe siècle disparaît peu à peu; les réussites sociales et économiques s'étiolent et l'effort de reconnaissance et de respect des populations minoritaires et vulnérables est loin d'avoir abouti.

Il devient donc impératif de repenser les systèmes en plaçant les individus et les droits au centre des réformes. La reconnaissance de la Déclaration universelle des droits de l'homme a permis de grandes avancées à l'échelle mondiale. Sans elle, le monde serait pire. Nous ne pouvons cependant pas ignorer que dans les régions défavorisées et isolées des espaces géo-humains positivement impactés par la mondialisation, la constitutionnalisation joue un rôle relatif dans les difficultés de la vie quotidienne et la défense des droits. Des millions de personnes ainsi privées de leurs droits ont été forcées de migrer, au risque de s'exposer à des situations de vulnérabilité extrême. Le meurtre de défenseurs des droits de l'homme, le féminicide, la violence structurelle, la pauvreté et les exactions subies par la population migrante, au même titre que la destruction de l'environnement, sont des phénomènes d'une cruauté sans pareil dans la région qui requièrent toute notre attention.

C'est à ce carrefour que se trouve la production de connaissances dans notre région : Comment préserver des droits que les institutions ne garantissent pas ? Comment les rendre effectifs dans des contextes où l'inégalité se fait plus forte ? Quelles sont les alternatives lorsque l'État-nation tel que nous le connaissons est incapable de s'attaquer aux dits problèmes ni même aux autres ? Quelle est la capacité de l'Amérique latine et des Caraïbes à intervenir dans un contexte mondial où notre région semble perdre de l'importance ?

On ne peut « penser, représenter et lutter pour les droits » sans y inclure les droits de la nature. Pour ce faire, l'Université doit s'ouvrir à l'interdisciplinarité, à d'autres connaissances et aux voix qui les portent et conserver sa passion pour la compréhension des masses, des mouvements sociaux et des acteurs de la société civile qui participent tout autant que les partis et les gouvernements à la représentation et à la lutte pour les droits. Une Université plurielle peut faire face à la relation nord-sud, dépasser les approches dichotomiques et intégrer les apports de l'activisme sans renoncer à l'autonomie nécessaire à la pensée critique et à la coexistence des voix dissidentes. La lutte pour les droits est inhérente à la lutte pour une démocratie plus participative, solidaire et sociale. En tant qu'universitaires, nous avons le devoir d'y contribuer activement et de la rendre possible.

PRÉSIDENTE DE LASA

Margarita López Maya
Université centrale du Venezuela,
Venezuela

COORDINATION DU PROGRAMME

Yanina Welp
Politologue et communicante sociale,
Centre Albert Hirschman pour la
Démocratie, Institut universitaire, Genève
(Suisse) et Coordinatrice éditoriale de
l'Agenda public/El País (Espagne)

David Smilde
Sociologue, Université Tulane (Nouvelle
- Orléans) et Senior fellow, Washington
Bureau de l'Amérique latine (WOLA)

APPEL À PROPOSITIONS

LASA2023: América Latina y el Caribe: Pensar, Representar y Luchar por los Derechos
VANCOUVER, CANADA • DU 24 AU 27 MAI 2023



Nouveaux domaines thématiques

LAS PROTESTAS SOCIOPOLÍTICAS DEL SIGLO 21

Martha García et Moisés Arce

Au XXI^e siècle, de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été marqués par des vagues de protestations : la Guerre de l'eau en Bolivie en 2000, l'Argentinazo en 2001, les contestations qui ont conduit à l'ascension et à la chute d'Evo Morales (2003-2018), mais aussi des protestations régulières contre les gouvernements de Hugo Chavez et de Nicolas Maduro au Venezuela (2002, 2004, 2007, 2014, 2017, 2018). D'autres mouvements ont également touché le Brésil (2013), le Nicaragua (2018), Haïti (2018-2019), le Salvador (2019-2020), Porto Rico (2019), le Mexique (2019), le Chili (2019), l'Équateur (2019), le Pérou (2019), la Colombie (2019, 2020, 2021) et Cuba (2021). Ils étaient menés par des acteurs sociaux et politiques de tous horizons, qui ont par tous les moyens inondé l'espace public de revendications diverses et variées, auxquelles les gouvernements ont apporté des réponses tout aussi différentes que ce soit en fonction des demandes formulées que des représentants des luttes sociales.

Les arts, la technologie, l'activisme et le milieu universitaire se sont rassemblés pour augmenter leur visibilité dans les manifestations. On a vu fleurir un peu partout des messages de solidarité, de sororité, de bienveillance envers soi-même et les autres. Quelles sont les conditions qui ont permis à ces vagues de protestation de se propager à travers le continent ? Que nous apprennent ces protestations sur la démocratie dans la région ? Sont-elles le signe d'une crise de la démocratie représentative, de la légitimité politique ou de la polarisation sociale ? Quels sont les rapports des acteurs des mouvements sociaux (émergents ou remaniés), porteurs des demandes de garanties pour l'application et la consécration des droits individuels et collectifs, avec les partis ou mouvements politiques ? Comment les gouvernements de la région ont-ils réagi aux différentes allégations de corruption, de violations des droits de l'homme et de la nature, ou encore d'impunité, exprimées pendant les luttes sociales ? Comment les systèmes politiques de la région ont-ils répondu à la défiance de l'opinion publique à l'égard des institutions politiques ?

BIOPOLÍTICA, CUERPOS Y POSTHUMANISMO

Gabriel Giorgi et Magdalena López

L'émergence de la COVID-19 et les moyens employés à gérer la pandémie ont ravivé l'importance des débats en biopolitique. Le caractère central du virus est venu corroborer et intensifier les lignes de problématisation, qui ont été étudiées sous les différents angles de la réflexion biopolitique, sur la notion de « vie » et l'inconstance de ses limites (entre l'humain et le non humain, l'organique et l'inorganique, entre bios et geos). Il est clair que la distinction entre l'humain et la nature, héritée de l'humanisme, qui place l'humain avant la nature sous couvert de supériorité et de domination a des conséquences mortelles sur la durabilité de la planète. Face à ce panorama nommé : « anthropocentrisme », « anthropocène/capitalocène », « spécisme » ou de manière plus imagée « machine anthropologique », de nombreux chercheurs et chercheuses se sont acquittés des questions du passé et ont formulé des hypothèses dans lesquelles l'émergence d'une corrélation entre corps et politique acquiert de nouvelles résonances et réécrit les débats antérieurs. Comment discuter et repenser les limites de l'humain et de ses possibles agencements avec d'autres formes de vie en contexte d'extraction intensifiée ? À partir de là, comment redéfinir les politiques sexo-génériques, raciales et culturelles ? Comment aborder la relation et les frictions entre savoirs amérindiens, afrodescendants et tradition biopolitique ? Quelles fables autour de l'animal, du végétal et du minéral sont mobilisées pour contrer le langage dominant lié à l'extractivisme ? Comment intervenir sur les inflexions des anciens et nouveaux autoritarismes dans des contextes néropolitiques ? Au cours des dernières années, ces questions ont été abordées en lien avec l'expérience de l'Amérique latine et sous différentes perspectives telles que le droit, la philosophie, l'histoire, la biologie, l'anthropologie, l'activisme environnemental et les droits de l'homme, le travail social, la littérature, le cinéma, les arts plastiques et la recherche sur les nouvelles technologies. Sachant que la biopolitique ne s'arrête pas aux limites des disciplines académiques, nous vous invitons à soumettre des propositions de dialogues autour de ces pistes de travail, basés sur un examen critique de la pensée biopolitique traditionnelle et/ou en lien avec celle-ci.

CHILE AS DEMOCRACY'S MIRROR IN LATIN AMERICA

Gabriel Negretto et Sofia Donoso

Le Chili est traditionnellement considéré comme une des réussites de démocratisation dans la région. Après le retour de la démocratie en 1990, le pays a su éviter les problèmes qui ont affecté les jeunes démocraties. Le pays a été dirigé par une coalition de centre gauche pendant deux décennies, cette dernière a ensuite partagé le pouvoir avec une coalition de centre droit qui remporta la présidence après 2010. Le Chili n'a pas connu de crises politiques ou institutionnelles insurmontables et le niveau de corruption publique a toujours été assez bas comparé à d'autres. Du reste, le pays est réputé pour sa réussite économique depuis les années 90. Entre 1990 et 2010, il a non seulement multiplié par plus de trois son revenu annuel par habitant, mais aussi fait baisser le seuil de pauvreté de 46 à moins de 20 pour cent. Si depuis 2011, l'économie chilienne connaît une stagnation relative comme la majeure partie de la région, le revenu par habitant a continué de croître, et le taux de pauvreté est passé sous les 10 pour cent en 2019.

APPEL À PROPOSITIONS

LASA2023: América Latina y el Caribe: Pensar, Representar y Luchar por los Derechos
VANCOUVER, CANADA • DU 24 AU 27 MAI 2023



Malgré cela, des signes d'inquiétude des citoyens chiliens se sont accumulés avec le temps : leur confiance dans les institutions représentatives s'est amoindrie suscitant des revendications pour une réforme de l'éducation, de la santé et des retraites, et l'application des droits sociaux en général. Ce malaise a atteint son paroxysme en octobre 2019 lors de manifestations sociales massives dénonçant le statu quo politique et social. C'est suite à ces mobilisations de masse qu'un accord multipartite a lancé le processus visant à refondre la constitution chilienne. L'idée d'une solution pacifique et de la déconstruction des vestiges d'une constitution, initialement destinée à restreindre le pouvoir des gouvernements élus, a captivé l'imaginaire des citoyens et celui des observateurs extérieurs. Ce fut également la promesse d'un nouveau modèle d'élaboration de constitutions dans une région, où l'insatisfaction des citoyens à l'égard de la performance démocratique a trop souvent conduit à des processus plébiscitaires conflictuels qui en prônant la substitution de la constitution facilitent le déclin démocratique ou le retour direct à l'autoritarisme.

Mais, le processus de transformation démocratique au Chili est confronté à des défis qui ne sont que trop familiers aux sociétés latino-américaines : un manque de réponse aux demandes sociales de réformes de la part des élites, la désaffection citoyenne, la crise de la représentation, la transformation du système des partis et même la menace populiste.

À cet égard, on considère le Chili comme un laboratoire d'analyse comparative. Ce domaine thématique du programme mettra en lumière l'analyse des questions suivantes en incluant des études comparatives entre les processus sociaux et politiques du Chili et d'autres pays de la région. Sous quelles conditions les élites politiques fournissent-elles une réponse opportune et adéquate au mécontentement social ? Quel est le rôle des mouvements sociaux dans le déclenchement des processus de réformes profondes ?

¿QUIÉN MANDA EN AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE? DE LOS PODERES FÁCTICOS A LA GOBERNANZA CRIMINAL

Eduardo Porretti, Luis Daniel Vásquez et Lucía Dammert

Depuis plusieurs décennies, on a pris conscience de l'importance du pouvoir de facto – celui qui s'exerce non pas en vertu d'une élection, mais par sa capacité à faire pression et à exercer son autorité – dans les prises de décision politique. Alors que certaines des puissances légales prévalentes par le passé perdent de leur influence comme l'Église, d'autres sont en train d'en gagner. Comment cela se répercute-t-il sur les démocraties contemporaines ? L'interaction entre le pouvoir de facto et le pouvoir politique peut passer par des moyens légaux, c'est le cas du lobbying ou du financement électoral par les grands groupes, des pressions financières des organismes internationaux, des médias, ou encore des guildes de toutes sortes qui s'emploient à faire établir des lois et des politiques publiques conformes à leurs intérêts. Elle peut également impliquer des mécanismes illégaux : menaces, pots-de-vin, appels d'offres truqués, négociations incompatibles, financements électoraux illégaux, « pantouflage » ou violences. C'est d'autant plus complexe que la plupart des interactions entre les pouvoirs de facto et l'État ont lieu dans des zones grises et résultent d'actes qui semblent légaux, mais dont les moyens et/ou les buts sont frauduleux par rapport aux principes constitutionnels et démocratiques.

Nous sommes confrontés à des processus de collusion, de cooptation et de reconfiguration des États qui affectent non seulement la représentation politique, mais aussi la provision de biens publics et la qualité de la démocratie. À l'extrême, nous serons confrontés à des réseaux de macrocriminalité, de paramilitaires, de guérilleros et de milices qui pourront instaurer l'ordre et fournir des ressources sur le territoire grâce à une gouvernance criminelle et avec l'accord du gouvernement. Qu'en est-il de la représentation politique ? Où en est la construction tant attendue d'un bien-être général ? Quels circuits de représentation sont remaniés et comment modifient-ils la conception de la démocratie ? Comment l'ordre politique est-il construit et quelle direction prend-il ? Qui commande en Amérique latine et dans les Caraïbes ?

DIRECTIVES POUR L'ORGANISATION DE SESSIONS

L'un des principaux objectifs du congrès de la LASA est de faciliter les échanges intellectuels au plus haut niveau dans le domaine des Sciences sociales et humaines sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Une condition importante pour atteindre cet objectif est de s'assurer que toutes les sessions du congrès intègrent des degrés importants de diversité selon plusieurs critères. Ces critères comprennent les affiliations institutionnelles des panélistes, leur région d'origine, leur stade de carrière et la diversité de genre. Il n'est pas possible de répondre à tous ces critères dans toutes et chacune des sessions mais, dans la mesure du possible, ils doivent être respectés lors de leur organisation. Une session composée de présentateurs-trices de la même institution risque d'être mal classée ou rejetée. Elle doit être composée de représentant-e-s d'au moins deux institutions ou plus si

possible. Même lorsqu'une session se concentre sur un seul pays, il peut être possible de trouver une diversité parmi les participant-e-s avec des personnes basées dans différents pays. Une telle diversité peut donner lieu à des perspectives différentes sur un même pays. La présence dans une même session de chercheurs-euses à différents stades de leur carrière -des étudiant-e-s diplômé-e-s aux chercheurs-euses junior et senior-, peut promouvoir des réseaux intellectuels productifs et des possibilités de mentorat. La diversité des genres devrait être facile à atteindre dans une association où les femmes représentent plus de la moitié de ses membres.

IMPORTANT

Avant de soumettre une proposition, veuillez consulter toutes les informations relatives à la soumission des propositions sur le lien suivant : <https://lasaweb.org/fr/lasa2023/proposals/>

Pour en savoir plus sur le processus de sélection des propositions, veuillez consulter le lien suivant : <https://lasaweb.org/fr/lasa2023/selection-process/>

LA DATE LIMITE POUR LA SOUMISSION DES PROPOSITIONS
EST LE **8 SEPTEMBRE 2022, 17 h HNE.**

VOIR LES INSTRUCTIONS
À LA PAGE SUIVANTE.

Vous êtes invité à proposer un article ou un panel qui aborde le thème de la conférence ou tout sujet lié à l'ordre du jour du programme. LASA accueille également les demandes de subventions de voyage de la part de toutes les personnes soumettant des articles ou des panels et répondant aux critères d'éligibilité. Consultez le site Web de LASA pour connaître les critères d'éligibilité. Toutes les propositions d'articles, de panels et de subventions de voyage doivent être soumises au secrétariat de LASA via le système de proposition en ligne avant le 8 septembre 2022, à 17 h HNE.

La date limite de soumission des propositions est le 8 septembre 2022, à 17 h, HNE

Les formulaires de proposition et les instructions seront disponibles sur le site Web de LASA à l'adresse <https://lasaweb.org>.

Les soumissions par courrier ne seront pas acceptées. Un courriel de confirmation sera envoyé immédiatement après la soumission réussie de la proposition. Si vous ne le recevez pas, veuillez contacter le secrétariat de LASA avant la date limite pour confirmer la soumission à lasa@lasaweb.org.



**LATIN
AMERICAN
STUDIES
ASSOCIATION**

Domaines thématiques permanents

Le Conseil exécutif 2018-2019 a décidé de travailler à ce que chaque congrès maintienne un ensemble de domaines thématiques permanents. À cette fin, une analyse exhaustive a été faite des domaines thématiques existants depuis 1991 (221 au total) et du nombre de propositions reçues. Le critère a été de consolider, d'homogénéiser et d'élargir ces axes afin d'offrir un espace permanent qui représente la diversité thématique représentée dans l'ensemble des membres.

Les 221 domaines thématiques trouvés ont été discutés en plusieurs étapes par l'ensemble du Conseil exécutif et par un sous-comité nommé par le Conseil exécutif. Dans un premier temps, les 221 domaines ont été réduits à 43, puis enfin à 32.

Programme

Choisissez le sujet le plus approprié pour votre proposition dans la liste ci-dessous et saisissez-le dans l'espace prévu à cet effet dans le système de soumission. Vous ne pouvez soumettre qu'un seul sujet. Envoyez votre correspondance uniquement au secrétariat de LASA.

DOMAINES THÉMATIQUES PERMANENTS

Agrarian and Food Studies
Art, Music and Performance Studies
Childhood and Youth Studies
Civil Societies and Social Movements
Culture, Power and Political Subjectivities
Democratization and Political Process
Economics and Political Economy
Education
Environment, Nature and Climate Change
Film Studies
Feminism and Gender Studies
Health Policies
History and Archaeology
Human Rights and Memory
Indigenous Peoples and Afro-descendants: Epistemologies and Knowledge
International Relations / Global Studies
Labor Studies
Language and Linguistics
Latinx Studies
Law and Justice
Literature Studies

Le Conseil exécutif ou un sous-comité nommé par le Conseil exécutif évaluera périodiquement les nouveaux domaines proposés par le Comité des programmes afin de déterminer leur permanence dans la liste des domaines principaux.

Nouveaux domaines thématiques pour chaque congrès

Le Comité de programme aura la possibilité de proposer des domaines thématiques spécifiques qu'il juge pertinents pour sa programmation. Pour le congrès de 2023, le thème choisi par le Comité sera non seulement axé sur la lutte et la préservation des droits de l'homme, mais aussi sur les droits environnementaux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

NOUVEAUX DOMAINES POUR LASA2023

Las protestas sociopolíticas del siglo 21
Biopolítica, cuerpos y posthumanismo
Chile as Democracy's Mirror in Latin America
¿Quién manda en América Latina y el Caribe? De los poderes fácticos a la gobernanza criminal